

**ASSEMBLE PLENIERE REGIONALE
le 18, 19 et 20 décembre 2013**

BUDGET PRIMITIF 2014

Intervention de Gilles RAVACHE

**Groupe Front de Gauche : Communistes, Parti de Gauche,
Gauche Unitaire et partenaires**

Vote Equilibre Général du BP 2014

Monsieur le Président,
Monsieur le rapporteur du budget,
Mesdames, Messieurs,
Chers collègues,

Le groupe Front de gauche a abordé la préparation du budget régional 2014 avec la volonté d'être utile et efficace au service des rhônalpines et rhônalpins et particulièrement celles et ceux les plus en difficulté.

En effet une grande majorité de rhônalpins comme des Français subit durement la crise actuelle du capitalisme financier mondialisé. Ai-je besoin d'insister sur ses conséquences sociales ? Plus de salariés victimes du chômage, plus de personnes victimes de la pauvreté, plus d'inégalités, plus de discriminations ...

La politique d'austérité menée par le gouvernement socialiste et écologiste ne fait qu'aggraver ces difficultés. Pourtant les électeurs de gauche ont voté il y a un an et demi pour que ces difficultés soient réduites. Hier les Restaurant du Cœur ont confirmé avoir battu le triste record d'un million de personnes qui sont nourries par ses soins. Comme le souligne l'Insee en ces années de crise les inégalités se creusent en Rhône-Alpes, le revenu des 10% les plus pauvres a baissé de 2,2% tandis que le revenu des 10% les plus riches a progressé de 1,8% et là où les écarts étaient les plus grands ils se sont encore plus creusés. Ainsi en Haute-Savoie les plus pauvres ont perdu 3,4% tandis que les plus riches ont gagné plus 3,3%.

La persistance de ces graves difficultés sociales alimente des sentiments d'abandon et l'impression que les institutions publiques sont sourdes aux besoins et aux demandes sociales. La crise sociale et économique se double ainsi d'une crise politique profonde.

Dans ces circonstances nous avons refusé que les rhônalpines et rhônalpins soient victimes d'une sorte de triple peine : premièrement la crise sociale, deuxièmement l'austérité du gouvernement Hollande et troisièmement la défaillance de la région. Nous nous sommes donc efforcés de pousser à ce que la Région se place résolument aux côtés de nos concitoyens qui en ont le plus besoin.

La baisse des dotations et la stagnation des recettes fiscales auraient pu conduire à des couper dans nos budgets, au détriment de ces rhônalpins et rhônalpines les plus fragiles. Un temps il fut demandé une baisse généralisée de 5%.

Aujourd'hui nous aboutissons à un budget équivalent à celui de 2013.

Les dépenses d'intervention augmentent de 50 millions.

Nous arrivons à ce résultat parce que, contre vents et marées, le groupe Front de gauche a travaillé d'arrache pied pour convaincre au sein de la majorité régionale. Depuis 9 ans que nous dirigeons cette région jamais nous n'avons autant fait évoluer le projet de budget entre le début de son élaboration et le moment de son adoption.

Nous aboutissons à ce que pour les rhônalpins et rhônalpines qui en ont le plus grand besoin la région répond présent.

Ainsi le budget de fonctionnement des lycées permet de garantir les conditions d'étude des lycéens et de travail des enseignants et personnels. Certains plaidaient pour une baisse de 2 ou 3 millions €. Finalement ce budget augmente de 5 millions €, plus 7%.

De même les moyens de la formation professionnelle et continue sont au rendez vous des rhônalpins en difficulté pour faire respecter leur droit à l'emploi. Le budget était envisagé à la baisse. Il est finalement augmenté de 17 millions, avec plus 8 millions pour la rémunération des stagiaires et plus 4 millions pour les bourses aux étudiants des formations sanitaires et sociales. Le budget de 51 millions € affecté à la rémunération des stagiaires augmente de 8 millions mais la hausse est due exclusivement à l'augmentation du nombre des chômeurs non rémunérés. Victimes du chômage de longue durée, de la pauvreté qui en découle ils sont rémunérés par la région lorsqu'ils entrent en formation. Le vice Président Mérieux a rappelé hier que ces

rémunérations ne permettent pas de subvenir à leurs besoins. Nous veillerons à ce 2014 permette de les réévaluer. L'adoption de nos amendements pour leur apporter les aides à la restauration et l'hébergement par le biais de l'AFPA va permettre de réduire leurs difficultés. De même l'amendement adopté pour favoriser la formation des salariés précaires, les saisonniers en particulier, s'inscrit dans la même volonté de soutien aux plus fragilisés.

Le service TER est maintenu en 2014 au niveau de celui de 2013. Il aurait pu être réduit. Mais ça n'est pas le cas et le budget inscrit les moyens nécessaires pour 15 millions € supplémentaires. Cependant les contraintes budgétaires nous interdisent les améliorations du service que réclament les usagers et les comités de ligne. Et nous le regrettons.

Nous avons retenu avec satisfaction que l'ensemble des groupes de la majorité défendra l'inscription au Contrat de plan Etat Région la réouverture du Lyon-Trévoux, de la rive droite du Rhône et d'autres infrastructures permettant une amélioration du service dans un délai rapproché puisque pour l'essentiel les études sont faites.

Le budget de la culture est également maintenu au niveau de 2013 ce dont nous nous félicitons tant les voix sont nombreuses pour inciter à sacrifier la culture au nom de la crise comme le fait malheureusement le budget de l'Etat. Toutefois nous souhaitons des évolutions à l'avenir en particulier pour pérenniser le soutien aux festivals locaux dans le cadre des CDDRA.

Enfin depuis des années nous nous battons pour la revalorisation du régime indemnitaire des agents techniques des lycées, les TOS. Il a fallu assez de temps pour que nous considérions que notre opiniâtreté atteint aujourd'hui son objectif. Grâce à leur action avec l'ensemble de leurs organisations syndicales qui a conduit à l'accord signé en novembre dernier les TOS vont bénéficier d'une revalorisation de leurs indemnités de fonction dès le mois de janvier prochain, ils vont gagner en moyenne chaque mois 40 € supplémentaires et encore 40 € supplémentaires en janvier 2015. Lorsque le point d'indice bloqué depuis quatre ans conduit à une baisse du pouvoir d'achat, ce geste est le bienvenu.

Ceux qui poussent continuellement, obstinément à la baisse de la dépense publique en sont pour leurs frais si j'ose dire.

Les rhônalpins auront noté que les partisans de cette austérité se recrutent du côté de l'UDC qui nous a proposé 26 amendements pour réduire le budget de 22 millions €, contre la culture, la coopération internationale, la démocratie participative, ainsi de suite.

Toutefois les champions de cette austérité se recrutent du côté du Front national. Il nous a présenté 17 amendements, tous à la baisse. Pour réduire les transports TER, réduire l'action pour la sécurisation des emplois, réduire les actions pour une culture vivante accessible à tous, supprimer les actions visant l'égalité femmes/hommes, la lutte contre les discriminations et la démocratie participative.

Heureusement pour les rhônalpins et la région ces coupes claires dans l'action régionale pour le service public, l'emploi et l'égalité ont été rejetées.

Nous sommes donc parvenus à inscrire au budget les moyens en crédit de fonctionnement nécessaires aux rhônalpins. Néanmoins les contraintes budgétaires amènent à un sensible ralentissement de l'investissement. Le Plan prévisionnel pour les lycées est financé comme l'investissement dans le matériel ferroviaire mais la baisse est préjudiciable. Elle ne pourra se reproduire ces prochaines années sans mettre en péril l'avenir que la région a vocation à préparer.

Raison de plus pour que notre assemblée suive attentivement les suites que le gouvernement apportera au vœu qu'elle lui a adressé sur notre proposition. Il s'agit en effet de doter les collectivités des recettes indispensables à l'exercice de leurs missions qui relèvent pour l'essentiel du service public, de l'aménagement du territoire.

Au moment du vote, trois d'entre nous s'abstiendront pour tout à la fois apprécier les avancées obtenues, mais également regretter les restrictions budgétaires imposées par la baisse des dotations d'Etat, et regretter l'insuffisante réorientation des interventions régionales pour assurer l'égalité entre les territoires et la relocalisation des activités économiques.

La majorité du groupe Front de gauche votera le budget avec la satisfaction d'avoir fait œuvre utile au service des rhônalpins qui ont le plus grand besoin d'avoir la Région présente à leurs côtés. Dans ces

moments difficiles de doute et malgré la politique d'austérité nationale, la Région n'a pas sacrifié aux sirènes de l'austérité. Tandis que l'exaspération voire la colère s'expriment à l'égard de la gauche gouvernementale nous contribuons à montrer que d'autres choix sont possibles.